

# PLAN GENERAL SIMPLIFIE DE COORDINATION (PGSC)

## « CNRS »

**Travaux de rénovation d'étanchéité et pose de panneaux photovoltaïques  
sur la toiture du bâtiment IGF Nord du campus du CNRS**

**34000 MONTPELLIER**

Affaire n° : M25.0XXXX



### MAITRE D'OUVRAGE



**CNRS Centre National de la Recherche Scientifique**  
Délégation Occitanie Est  
1919 Route de Mende  
34293 MONTPELLIER Cedex 5

### MAITRE D'OEUVRE



**OTEIS**  
Agence de Montpellier  
Stratégie Concept, Bâtiment 3  
1300 Avenue Albert Einstein  
34000 MONTPELLIER

### Coordonnateur SPS Conception & Réalisation



Philippe PELUD

INDICE	DATE	Rédacteur	PHASE OPÉRATION	OBSERVATIONS
00	24/07/2025	P. PELUD	DCE	1ère diffusion

DOCUMENTS EXAMINES		
TYPE	INDICE	Reçu le :
DPGF – Lots 1 / 2 / 3 / 4	Indice 00 du 27/06/2025	24/07/2025
CCTP – Lots 1 / 2 / 3 / 4	Indice 00 du 27/06/2025	24/07/2025
Carnet de plans	Indice 00 du 27/06/2025	24/07/2025
DCE - Planning	Indice 01 du 27/06/2025	24/07/2025

## TABLE DES MATIERES :

1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE .....	4
1.1. Préambule .....	4
1.2. Objet du Plan Général Simplifié de Coordination .....	4
1.3. Présentation de l'opération .....	4
1.4. Adresse du chantier .....	5
1.5. Liste des lots des travaux .....	5
1.6. Calendrier général des travaux .....	5
1.7. Prévision des effectifs et catégorie de l'opération .....	5
1.8. Déclaration préalable .....	6
1.9. Intervenants Maîtrise d'ouvrage – Maîtrise d'œuvre .....	6
1.10. Organismes de prévention .....	6
1.11. Numéros d'urgence .....	6
1.12. Marchés - Lots – Entreprises : .....	6
2. MESURES LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER .....	7
2.1. Voies d'accès / desserte : .....	7
2.2. Dangers spécifiques importés par l'environnement vers le chantier .....	8
2.3. Dispositions prises pour limiter l'accès aux seules personnes autorisées .....	8
2.4. Site en exploitation .....	8
2.5. Dispositions prises sous épidémie : .....	9
3. RISQUES LIES A LA COACTIVITE D'ENTREPRISE : .....	19
4. RECOMMANDATIONS SCALP / METAH / DHOL .....	26
4.1 Recommandations SCALP & METAH : .....	26
4.2 Recommandation 476 (DHOL) : .....	27
4.3 Établissement du document harmonisé d'organisation des livraisons (DHOL) .....	27
5. MESURES PREVENTIVES POUR FAIRE FACE AU COVID 19 : .....	28
6. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DU PERSONNEL .....	29
Annexe 1 : Installations réglementaires sur chantier .....	30
Annexe 2 : Affichage sur chantier : En cas d'accident .....	31
Annexe 3 : Planning prévisionnel des travaux DCE .....	32
Annexe 4 : Plan d'installation du chantier DCE .....	33

# 1. PRÉSENTATION GÉNÉRALE

## 1.1. Préambule

**Les mesures prises dans le présent P.G.S.C. n'abrogent en rien celles qui pourraient être réclamées dans les autres pièces DCE établies par la Maîtrise d'Œuvre. En cas de désaccord, c'est la solution la plus contraignante qui devra être retenue par l'entreprise.**

## 1.2. Objet du Plan Général Simplifié de Coordination

Le présent plan a pour objet l'application du décret n° 94 1159 du 26 décembre 1994 visant à définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux en phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

Le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de santé.

### Fonctionnement

Le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est joint aux autres documents remis par le Maître d'Ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Tenu à disposition sur le chantier, il peut être consulté par les organismes appelés à intervenir ainsi que par les membres du Collège Interentreprises de Sécurité et de Santé.

Etabli dans la phase de consultation des entreprises, le Maître d'Ouvrage est tenu de l'adresser, sur leur demande, aux organismes sociaux professionnels de prévention.

### Durée de conservation

Le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé tenu par le coordonnateur pendant toute la durée du chantier, doit être conservé 5 années par le Maître d'Ouvrage à compter de la date de réception du bâtiment.

### Tableaux récapitulatifs

Pour faciliter la prise en compte des mesures de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, le présent P.G.S.C. comprend des tableaux de deux types principaux :

1/ Tableaux d'organisation générale communs à toutes les entreprises intervenant sur le site.

2/ Tableau d'analyse des risques

Chaque entreprise traitante ou sous-traitante et chaque travailleur indépendant intervenant sur le site, doit prendre connaissance de l'intégralité des tableaux afin de faciliter l'élaboration de leur P.P.S.P.S.

## 1.3. Présentation de l'opération

Les travaux ont pour objet la réfection générale de l'étanchéité et l'installation de panneaux photovoltaïques en toiture de l'IGF Nord.

Le but du projet est de :

- Déposer les installations techniques obsolètes
- Déposer le gravillon de protection
- Déposer le complexe d'étanchéité existant
- Installer un complexe d'isolation thermique
- Installer un complexe d'étanchéité capable de supporter des panneaux photovoltaïques (classe C)
- Installer une zone de panneaux photovoltaïques en fonction de l'encombrement technique de la terrasse





#### 1.4. Adresse du chantier

L'accès au chantier se fera depuis le **141 rue de la Cardonille** sur le Campus du CNRS Arnaud de Villeneuve à Montpellier



#### 1.5. Liste des lots des travaux

Les travaux sont traités en lots séparés : Voir le tableau ci-dessous

#### 1.6. Calendrier général des travaux

Démarrage des travaux : **courant du 2ème semestre 2025**

La durée du chantier est de **5 mois** (1 mois de préparation compris)

#### 1.7. Prévision des effectifs et catégorie de l'opération

L'effectif maximal est estimé à 5 ouvriers.

Cette opération a été classée par le maître d'ouvrage en **3ème catégorie**.

## 1.8. Déclaration préalable




L'opération a un volume prévu des travaux inférieur à 500 hommes-jour.

**Par conséquent le projet n'est pas concerné par la déclaration préalable.**

## 1.9. Intervenants Maîtrise d'ouvrage – Maîtrise d'œuvre

Designation	Raison sociale	Responsable	Adresse	Téléphone/Fax/Mail
<b>Maître d'ouvrage</b>	<b>CNRS</b>	Romain BOYET	Délégation Occitanie Est 1919 route de Mende 34293 Montpellier cedex 5	04 67 61 35 08 06 19 81 19 31 <a href="mailto:romain.boyet@cnrs.fr">romain.boyet@cnrs.fr</a>
<b>Maîtrise d'œuvre conception</b>	<b>OTEIS</b>		Stratégie Concept, Bâtiment 3 1300 Avenue Albert Einstein 34000 Montpellier	04 67 40 90 00 <a href="mailto:montpellier@oteis.fr">montpellier@oteis.fr</a>
<b>Coordination SPS</b>	<b>SUD EST PREVENTION</b>	Philippe PELUD	1 Plan Willy Brandt 34830 Clapiers	06 11 73 00 27 <a href="mailto:p.pelud@sudestprevention.com">p.pelud@sudestprevention.com</a>

## 1.10. Organismes de prévention

Organismes	Adresses	Téléphone	Référent
 Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DIRECCTE – DREETS	DDETS – HERAULT 152 Rue de Crète, 34000 Montpellier	04 67 22 88 88	/
 Retraite & Santé au travail Risques Professionnels	Carsat Languedoc Roussillon 29 cours Gambetta, 34000 Montpellier	39 60 (Numéro national)	/
 La prévention BTP	120 Av. Nina Simone, 34000 Montpellier	04 67 63 47 50	/

## 1.11. Numéros d'urgence

URGENCES	Téléphone
<b>Depuis un Mobile</b>	<b>112</b>
SAMU	<b>15</b>
POMPIERS	<b>18</b>
POLICE	<b>17</b>

## 1.12. Marchés - Lots – Entreprises :

Désignation	Raison sociale	Adresse	Téléphone/Fax/Mail
<b>LOT 1 : Etanchéité</b>			
<b>LOT 2 : CVC</b>			
<b>LOT 3 : Photovoltaïque</b>			
<b>LOT 4 : Electricité</b>			

Le tableau sera mis à jour suivant la désignation des entreprises.



## 2. MESURES LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

Les entreprises intégreront à leurs méthodologies toutes les sujétions relatives à la sécurité des intervenants et des tiers.

### 2.1. Voies d'accès / desserte :

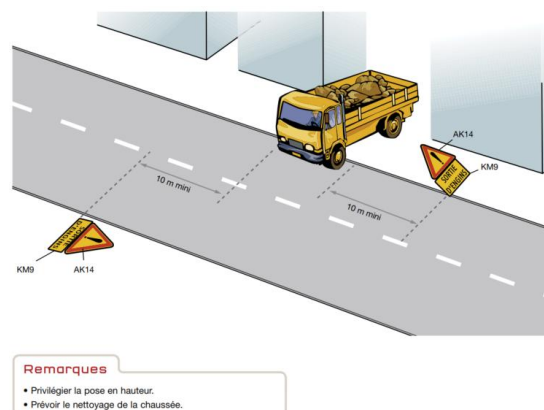
Le chantier est desservi par la **route au 141 rue de la Cardonille sur le Campus du CNRS Arnaud de Villeneuve à Montpellier**

Des accès complémentaires seront aménagés afin d'accéder au chantier.



Au niveau du fléchage et Signalisation provisoire :

- Le [lot principal](#) se charge de la signalisation provisoire liée à sa prestation.
- Puis le [lot principal](#) installe pour la durée des travaux le balisage et la signalisation (chantier-sortie de véhicules).
- [Le chantier sera clos en tout point sur la durée de l'opération. Une signalisation sera installée en amont des zones de travaux.](#)



**Remarques**

- Privilégier la pose en hauteur.
- Prévoir le nettoyage de la chaussée.

## 2.2. Dangers spécifiques importés par l'environnement vers le chantier

### Présence de réseaux au voisinage des travaux :

#### Description : Présence de Réseaux

- Ligne électrique aérienne
  - D'électricité MT HT
  - Transport d'énergie
- } A vérifier avec les **D.I.C.T.**

#### Disposition à prendre :

Les travaux de terrassements ne devront débuter qu'après recherche des réseaux, suivant réceptionnés des **DICT** renseignés par les concessionnaires.

#### **Le numéro de DT est donné par le MOE**

L'entreprise respectera les articles R.4534-107 à R.4534-129 du Code du Travail.

Le personnel doit être formé AIPR en application de l'arrêté du 29 octobre 2018

**Consulter le guichet unique : <https://www.reseaux-et-canalisations.ineris.fr>**

## 2.3. Dispositions prises pour limiter l'accès aux seules personnes autorisées

- Seul le personnel appartenant aux entreprises titulaires de lot et leurs sous-traitants agréés est autorisé à pénétrer sur le chantier.
- **Les demandes d'agrément** doivent être déposées auprès du Maître d'œuvre, à l'attention du Maître d'Ouvrage, 15 jours au minimum avant le début d'intervention.
- **Une copie de l'acceptation est transmise au Coordonnateur.**
- Le coordonnateur et l'entreprise informée de son agrément participent à une visite d'inspection commune.
- Le PPSPS est alors transmis par l'entreprise au coordonnateur SPS.
- Après réception du PPSPS par le Coordonnateur, au moins 8 jours avant l'intervention sur le chantier, cette entreprise est autorisée à travailler.
- **Les entreprises non agréées** pourront se voir exclure du chantier jusqu'à régularisation de la situation.

## 2.4. Site en exploitation

- Les travaux vont avoir lieu sur un site occupé, en présence du personnel du site. Les activités du chantier devront s'intégrer dans l'environnement et s'y confondre. Le personnel du site poursuivra ses activités, sans que d'aucune façon leur vie ne doit être mise en danger. Si leurs habitudes vont devoir changer, accès à leurs locaux, les nuisances causées par l'impact sur leur environnement ne doivent pas être en dehors des limites définies par les règles actuelles en vigueur. Il en va pour le bruit, l'air, les vibrations et l'eau.
- L'entreprise devra prendre en compte les difficultés au cas par cas sans jamais perdre de vue que la sécurité des occupants passe avant la réalisation des travaux.
- Chaque accès dans les locaux est différent et devra faire l'objet d'une note méthodologique qui sera transmise au CSPS pour avis.
- Y figureront notamment les conditions d'accès des occupants, les moyens mis en œuvre pour sécuriser les abords et la méthode appliquée pour exécuter les travaux. Chaque changement de conditions de travail marquera UN POINT D'ARRET.
- Les entreprises devront prendre toutes dispositions pour calfeutrer les jonctions avec les parties de bâtiments hors chantier et éviter ainsi les propagations des poussières



## 2.5. Dispositions prises sous épidémie :

### ↳ Mesures générales d'organisation / Coordination sous épidémie :

L'entreprise principale assistée par l'OPC du chantier procédera à l'actualisation des plannings les différentes zones du chantier avec pour objectif :

- Réduire la proximité des ouvriers dans les zones de travail
- Déterminer des secteurs affectés à chaque corps d'état lorsque cela est possible
- Définir des tranches horaires d'usage des locaux communs de chantier
- Prévoir au planning journalier, des séquences de désinfections des locaux sanitaires du chantier.

L'entreprise principale prendra les dispositions pour limiter le nombre et la durée des réunions et réduire le nombre de participants aux fins de respecter les distances d'éloignement. Imposer le lavage des mains en entrée et sortie de réunion.

L'entreprise principale en accord avec le maître d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre déterminera les besoins en augmentation du nombre de points de lavages de mains afin de les rendre le plus proche possible des lieux de travaux.

Il appartient aux entreprises de doter leur personnel des protections collectives et individuelles en accord avec les prescriptions sanitaires du gouvernement.

Une information in situ des ouvriers en accueil sur chantier (en respectant les mesures d'éloignement) sera réalisée par les entreprises en vue d'expliquer les consignes sanitaires à leur personnel.

Le DHOL du chantier sera révisé de sorte que les matériels et matériaux soient livrés successivement à raison d'un seul véhicule sur chantier afin de limiter les stationnements inutiles et les attentes prolongées des livreurs. Lorsque la distribution et le stockage des matériels et matériaux ne sont plus opérationnels, les entreprises préviendront leurs fournisseurs/livreurs de délais augmentés pour l'accès au chantier. A cet effet un homme trafic peut être envisagé afin de procéder à une régulation efficace des livraisons.

Un avenant au Plan particulier de sécurité sera produit par chaque entreprise intervenant sur le chantier à parution du présent additif au PGC.

### ↳ Mesures de coordination particulière sous épidémie :

L'arrivée d'une nouvelle entreprise sur le chantier est à envisager le plus tard possible pendant la période de confinement/isolement.

Cette disposition est à arrêter par le maître d'ouvrage sur proposition de l'entreprise. Un avis consultatif de l'OPC et du Coordonnateur sécurité sera envisagé pour identifier les phases provisoires auxquelles le chantier est soumis pour le maintien en sécurité des ouvrages.

En mesure spécifique de coordination, les travaux qui sont de nature moins urgente et qui sont indiqués par l'entreprise, seront de préférence reportés à une date ultérieure. Important, afin d'éviter toute procédure de mémoire en réclamation des entreprises, le maître d'ouvrage consolide ces dispositions et les confirme à l'équipe de maîtrise d'œuvre. L'équipe prend alors en compte la décision du maître d'ouvrage et recale le planning général de l'opération à ces fins.

↳ Mesures générales de salubrité sous épidémie :

Le nettoyage général des locaux de chantier est à programmer de manière soutenue afin de limiter les risques liés aux contacts par les personnes. Le personnel de chantier pénètre dans ces locaux en respectant les mesures d'éloignement.

L'entreprise principale définit une augmentation de la fréquence des nettoyages de désinfection et fait procéder, par l'entreprise qu'il aura retenue, à la tenue à jour d'un cahier de suivi de ces nettoyages. L'entreprise principale s'assure chaque journée que ses dispositions sont suivies par les entreprises.


Les affiches de prévention éditées par le gouvernement sont affichées à l'extérieur sur les portes des locaux, mais aussi à l'intérieur.




Lorsque l'entreprise qui est normalement chargée de procéder à l'entretien courant du chantier a cessé son activité sur le chantier, le maître d'œuvre désigne une entreprise de son choix pour maintenir un entretien accru.

↳ Annexes et liens utiles :


Tenir compte de l'état d'évolution des mesures gouvernementales et de l'OPPBTP sur les sites <https://www.gouvernement.fr/info-coronavirus> et <https://www.preventionbtp.fr>


## 2.5. Organisations générales du chantier :


ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER			
Plan d'Installation de Chantier (PIC)	Risque de Coactivité	Répartition	
		Affectation	Bénéficiaire
<p>Réalisation et mise à jour du Plan d'Installation de Chantier, selon les préconisations du PGC.</p> <p><u>Mettre à jour le plan d'installation de chantier avec les mesures prises lors de la réunion de concertation du MOA, MOE et CSPS.</u></p> 	Propreté, Sécurité	LOT 1	TCE
<p><b>INSTALLATION DE CHANTIER</b></p> <p>- Avant le commencement des travaux, l'entrepreneur devra connaître les emplacements des réseaux anciens d'égouts, de gaz, d'électricité, d'eau ou autres qui pourraient subsister dans le terrain et qui pourraient être en service.</p> <p>L'entrepreneur se mettra en rapport avec les services concessionnaires intéressés pour en obtenir tous les renseignements utiles pour la bonne exécution de ses travaux.</p> <p>Il fera faire un constat d'huissier.</p> <p>Nota : Ce point est à discuter avec la maîtrise d'ouvrage afin de voir des économies potentielles en mettant à disposition des locaux, w.c., espace intérieur....</p> <p><b><u>Installation et entretien de :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Panneau de chantier ;</li> <li>- Signalétique de chantier ;</li> <li>- Clôtures de chantier ;</li> <li>- Protection des accès</li> <li>- Salle de réunion, vestiaires et réfectoires selon réglementation ;</li> <li>- Blocs sanitaires selon réglementation.</li> </ul> <p><b><u>Branchements et raccordements :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Electricité, eau potable, assainissement :</li> </ul> <p><b><u>Depuis le point de livraison :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Éclairage des circulations et signalisation de chantier ;</li> </ul>	Propreté, Sécurité	LOT 1	TCE
		LOT 1	TCE
		LOT 1	TCE
		LOT 1	TCE

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Coffrets électriques en nombre suffisant, pour qu'aucune rallonge ne dépasse 25 m de longueur.</li> </ul> <p><b><u>En distribution intérieure :</u></b></p>			
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nettoyage de la voie publique de toutes souillures entraînées hors de chantier par les camions, chaque fois qu'il est jugé nécessaire par le CSPS ou le MOE.</li> </ul>	Propreté, Sécurité	LOT 1	TCE
<p><b>DÉLIMITATION DE LA ZONE CHANTIER :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* Périmètre extérieur</li> <li>* Séparation :</li> </ul> <p><b>Chantier / Public.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Installation de clôtures treillis soudés galvanisés sur plots de type Héras d'une hauteur de 2,00 m.</li> </ul>	Sécurité Accès Chantier	LOT 1	TCE
			
<p>Accès véhicules par le portail qui sera créé. Création d'un portillon dans la clôture pour l'accès indépendant des piétons.</p> <p>* Munis de panneaux d'interdiction « <b>Port du casque obligatoire</b> », « <b>Accès interdit au public</b> »</p>	Sécurité Accès Chantier	LOT 1	TCE
			
<p>Seules les personnes autorisées peuvent pénétrer sur le chantier ; chaque intervenant des entreprises doit porter la carte BTP de façon visible.</p>	Sécurité Accès Chantier	TCE	TCE
			
<p>Le chantier doit demeurer clos et indépendant en toutes circonstances ; après chaque passage, l'accès chantier sera refermé pour que seules les</p>	Sécurité Accès Chantier	TCE	TCE



personnes autorisées puissent accéder au chantier.			
<p><b>MOYENS DE LEVAGE</b></p> <p>Moyen de levage en commun à privilégier ; la planification des travaux doit éviter toute coactivité d'interférence des moyens de levage.</p>  <p>Nous serons sur un site à haut risque</p> <p><b><u>LIVRAISONS ET ÉVACUATIONS</u></b></p> <p>Les véhicules de livraison devront respecter les circulations et règlements du site. L'entreprise organisera les arrivages de matériels et matériaux, afin d'éviter un afflux de véhicules entravant la sécurité du site.</p> <p><b><u>MANUTENTION DES MATÉRIAUX ET MATÉRIELS</u></b></p> <p>Les évacuations et les approvisionnements pourront être effectués à l'aide de grues mobiles ou tout autre équipement jugé nécessaire (treuils, charriot manuscopique, etc ...). Les appareils éventuellement mis en place devront être réceptionnés par un organisme agréé avant la mise en service, le procès-verbal sera annexé au PPSPS.</p>	Chute de charge	TCE	TCE
- Interdiction de survol des travailleurs et occupants du site ; cheminements pour transfert de charges (si absence de visibilité), accompagnés d'un Chef de Manœuvre.	Chute de charge	TCE	TCE
<p><b>Délimitation physique et définition :</b></p> <p>* Des lieux de stockage des approvisionnements (matériaux et matériels). Voir les aires prévues sur le plan d'installation de chantier.</p> <p>* Implantation des zones de stockage liées au tri. (Sélectif)</p>	Hygiène propreté Sécurité	LOT 1	TCE
<p>* <b>Les Zones de cantonnements permettront</b> que leur accès soit possible sans avoir à pénétrer au cœur des zones de travaux ou de stockage, ces installations devront pouvoir accueillir, pendant toute la durée de l'opération 6 personnes en pointe, elles devront être correctement éclairées, aérées, désinfectées,</p>	Hygiène propreté Sécurité	LOT 1	TCE

équipées d'eau potable à température réglable et chauffées.			
Entretien de ces zones, y compris l'ensemble des consommables : papier, essuie-mains, savons, etc., pendant toute la durée du chantier et interviendra à toute demande de la direction du chantier.	Hygiène Propreté Sécurité	LOT 1 Compte Prorata	TCE
Zone sanitaire sur la base d'un WC et d'un lavabo pour 10 personnes, pour tous les intervenants, jusqu'à la réception des travaux.	Hygiène Propreté Sécurité	LOT 1	TCE
Zone réfectoires sur la base de 1,50 m <sup>2</sup> minimum par personne, équipée de tables, chaises, micro-ondes, réfrigérateur et évier pour tous les intervenants, jusqu'à la réception des travaux.	Hygiène Propreté Sécurité	LOT 1	TCE
Zone vestiaires sur la base de 1,25 m <sup>2</sup> minimum par personne, équipée d'armoires à double compartiment et de bancs pour tous les intervenants, jusqu'à la réception du chantier.	Hygiène propreté	LOT 1	TCE
Bureau de chantier pour 6 personnes, équipé de tables, chaises, armoires à documents et casques pour les visiteurs.	Hygiène propreté	LOT 1	TCE
Local des premiers soins (avec la possibilité d'utiliser la Zone Réfectoires)  <b>Affichage obligatoire des numéros d'appel des services de secours.</b>	Sécurité Secours	LOT 1	TCE
<b>DISPOSITIFS D'ÉVACUATION DES DÉCHETS</b> Chaque entreprise veillera à maintenir en état de propreté ses propres zones de travaux et à évacuer journallement ses gravats. 	Environnement	TCE	TCE
<b>BRANCHEMENTS RACCORDEMENTS :</b> - L'installation électrique provisoire de chantier avec description de l'installation, de ses dispositifs de sécurité.  <b>Du point source aux armoires en périphérie du chantier.</b>	Électrocution	LOT 1	TCE

<p><b><u>PV de vérification par un organisme extérieur et agréé.</u></b></p> <p>Cette installation sera conforme aux normes françaises en vigueur notamment au décret n° 88.10.56 du 14.11.1988 et de la norme NFC15.100.</p>			
<p><b><u>Le nombre de coffret sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins 1 coffret par niveau dans un rayon égal à 25 m en tous points de chantier.</u></b></p> <p>Les coffrets électriques seront étanches, et munis d'un arrêt d'urgence, fermés à clé en permanence, le branchement de prises de courant ainsi que le réarmement devant se faire sans avoir à ouvrir la porte.</p> <p><b>Distribution intérieure et coffrets :</b> Installation de coffrets TCE en différents points du chantier</p>	Électrocution	LOT 1	TCE
<p>- le <b>Lot 1</b> assurera la maintenance pendant la durée du chantier et interviendra à toute demande de la direction de chantier.</p>	Électrocution	LOT 1	TCE
<p>Éclairage provisoire, à une hauteur minimale de 2 m, mais fixe, des voies de circulation horizontales et verticales, des accès et l'éclairage général supprimant les zones obscures (niveau d'éclairement minimum de 40 lux), avec ses dispositifs de sécurité, et en assurera la maintenance pendant toute la durée du chantier.</p> <p>Toutes ces mesures devront être énumérées et détaillées dans son PPSPS</p>	Chutes de plein Pied, de HT	LOT 1	TCE
<p>- le lot effectuera les raccordements du chantier aux réseaux d'eau potable (compris comptage et vanne d'arrêt général), aux égouts (compris canalisation, regards et tampons, etc.), et en assurera la maintenance pendant la durée du chantier et interviendra à toute demande de la direction de chantier.</p>	Hygiène	LOT 1	TCE
<p><b>LA PERIODE DE CHALEUR :</b></p> 			

<h2>Travaux sous fortes chaleurs</h2> <p>De nouvelles mesures à mettre en place dans les entreprises et sur les chantiers dès le <u>1er juillet 2025</u>. Face à l'évolution des conditions atmosphériques et à leur impact sur les conditions de travail, notamment dans le BTP, un décret et un arrêté viennent préciser les mesures et actions à mettre en place dans l'entreprise pour faire face aux risques associés, notamment en cas d'épisodes de chaleur intense</p> <p>Pour en savoir plus : <a href="https://lnkd.in/ecaQxDtd">https://lnkd.in/ecaQxDtd</a>          Arrêté du 27 mai 2025 : <a href="https://lnkd.in/evj-vR2C">https://lnkd.in/evj-vR2C</a>          OPPBTP :  <a href="https://cdn.livestorm.co/uploads/media/file/912238b4-ac54-404e-a1ba-d067966b96ac/webinaire-fortes-chaheurs_opp_dreets_sras_vf.pdf">https://cdn.livestorm.co/uploads/media/file/912238b4-ac54-404e-a1ba-d067966b96ac/webinaire-fortes-chaheurs_opp_dreets_sras_vf.pdf</a></p> <p><b><u>Consignes à intégrer dans votre PPSPS et à mettre à exécution sur les chantiers</u></b></p> <p>Prévoir pour chaque entreprise, l'organisation de quart d'heure sécurité avec leurs salariés sur cette thématique.</p> <p>En période de chaleur extrême, les conditions de travail peuvent être compliquées sur un chantier extérieur. L'employeur a l'obligation d'informer et mettre en place les moyens pour protéger ses travailleurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sur les chantiers du BTP, <a href="#">l'article R4534-143</a> du Code du travail prévoit que l'employeur doit mettre à la disposition de chaque salarié au moins trois litres d'eau par jour.</li> <li>• les journées de travail doivent être adaptées. Les tâches lourdes doivent être concentrées tôt le matin, là où la température est la moins élevée, les pauses doivent être fréquentes et dans un espace réfrigéré comme prévu par l'article R. 4534-142-1 du Code du travail.</li> <li>• Le travail isolé doit être exclu, la surveillance mutuelle des salariés étant primordiale.</li> <li>• Certaines tâches trop exposées doivent être reportées.</li> </ul>	<p>Durée du chantier</p>	<p>TCE</p>	<p>TCE</p>
	<p>Durée de chantier</p>	<p>TCE</p>	<p>TCE</p>



<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les vêtements de couleur claire sont à privilégier mais les ouvriers doivent continuer à porter les EPI indispensables tels que les casques ou chaussures de protection.</li> <li>• Il est recommandé d'éviter de manger des plats trop riches ou de prendre des boissons à forte teneur en sucre ou en caféine car elles ont un effet diurétique.</li> <li>• Si le chantier le permet un aménagement des horaires de travail peut être proposé.</li> </ul> <div data-bbox="188 613 683 1182"> <p>OPPBTP SANTÉ</p> <p>AVEC OU SANS BULLES, BUVEZ DE L'EAU !</p> <p>L'illustration montre un ouvrier portant un casque rouge et une veste jaune à rayures blanches, buvant de l'eau d'une bouteille bleue. Des gouttes d'eau sont représentées autour de la bouteille.</p> </div> <p>Pensez à vous hydrater régulièrement sur les chantiers.</p>			
<div data-bbox="193 1368 683 1525"> <p>OPPBTP</p> </div> <p><b>En cas de début d'épidémie de COVID</b></p> <p>La prudence reste de mise et nous vous invitons à <b>continuer d'appliquer les règles d'hygiène</b>, comme le lavage des mains, le nettoyage des surfaces et l'aération des locaux.</p> <p>Suivre les publications de <b>document de recommandations post-covid</b> sur les enseignements bénéfiques de la COVID sur l'hygiène.</p> <p><u>Activités chez les particuliers – mesures spécifiques</u></p>	<p>A partir du 14 mars 2022</p>	<p>TCE</p>	<p>TCE</p>

<p>– Vérifier avec le client au préalable de l'intervention les conditions d'intervention permettant de respecter les consignes sanitaires (« Aide à la préparation de chantier » et « Protocoles » en annexes) :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• respect de la distance de sécurité de deux mètres et port du masque le cas échéant,</li><li>• accès à un point d'eau avec savon et essuie-mains jetable (sauf si les compagnons sont équipés en autonome ou disposent de gel hydroalcoolique),</li><li>• accès aux sanitaires,</li><li>• nettoyage des surfaces de contact.</li></ul> <p>– Éloigner les occupants de la zone d'intervention ; leur demander de porter le masque le cas échéant.</p> <p>– Tous les consommables utilisés et souillés doivent être emportés dans un sac fermé en fin de journée et d'intervention.</p> <p>– Seule une intervention indispensable et urgente au domicile d'une personne malade peut être réalisée, en suivant un protocole particulier (« Protocoles d'intervention au domicile d'une personne à risque et de personne malade de la Covid-19 »).</p>			
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--	--

### 3. RISQUES LIES A LA COACTIVITE D'ENTREPRISE :

Avant toute intervention sur le chantier, les Entreprises titulaires ou sous-traitantes prendront l'initiative de contacter le coordonnateur SPS de façon à programmer une visite d'Inspection Commune.

La réalisation d'une inspection commune est une des conditions d'autorisation d'accès au chantier en sécurité.

A la suite de cette visite, les entreprises commenceront à compléter leurs **P.P.S.P.S.**

Il appartiendra à chaque entreprise intervenante de s'assurer que la situation de chantier correspond à celle prise en compte lors de l'inspection commune.

Toutes les Entreprises titulaires ou sous-traitantes chargées des travaux devront Impérativement expliciter dans leur P.P.S.P.S les méthodologies qu'elles prévoient de mettre en œuvre dans leur propre analyse de risques.

L'entrepreneur titulaire DOIT laisser un **délai de 30 jours minimum** à son sous-traitant pour réaliser ce PPSPS si celui-ci est un sous-traitant de gros œuvre ou devant réaliser des travaux à risques particuliers tels que définis par l'arrêté du 25 février 2003. L'entrepreneur laissera un délai de **8 jours minimum** dans les autres cas.

Ce délai est compris entre la date de la signature du contrat de sous-traitance et le démarrage effectif des travaux sur le chantier.

Les personnels de chaque entreprise, les conducteurs d'engins comme des véhicules devront avoir reçu, avant leur arrivée sur le chantier, une formation pratique en matière de sécurité appropriée au site, et à la nature des travaux à effectuer.

Chaque Entreprise concernée donnera aux personnels des entreprises prestataires amenées à intervenir sur le chantier (camions-bennes, camions auto déchargeable, livreurs, etc.) les consignes de sécurité spécifiques à respecter, dans le cadre de la présente opération (pistes autorisées à l'intérieur du site, surcharges admissibles, etc.).


**Toute entreprise en interne à l'obligation de désigner un Chargé de prévention suivant l'Article L. 4644-1.**

**Le Code du Travail rend Obligatoire la Carte d'Identification Professionnelle pour tous les salariés effectuant des travaux de bâtiment ou de travaux publics (Chaque Intervenant doit être en possession de la Carte BTP)**



Tout personnel intervenant à proximité d'un poste de travail en activité sera tenu de signaler sa présence aux occupants du poste, et de préciser la nature des interventions prévues.

Les entreprises seront tenues d'informer par écrit le coordonnateur SPS de tout changement dans la masse ou de nature des travaux à effectuer ou de délai contractuel et de toutes modifications susceptibles d'engendrer des risques sur le chantier (notamment des risques dans la co-activité ou la superposition des tâches) ou vis-à-vis des tiers.


RISQUES LIES A LA RÉALISATION			
Mesures SPS	Risque de Coactivité	RÉPARTITION	
		Affectation	Bénéficiaire
<b>Le repérage amiante avant travaux ou démolition :</b>  <b>Un rapport de diagnostic amiante avant travaux a été réalisé par la société AADENA en date 15/01/2024.</b> La conclusion du rapport : « Il n'a pas été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante après résultats d'analyses ».	Maladies Professionnelles Sécurité Santé	MOA	TCE
<b>Le repérage plomb avant travaux ou démolition :</b>  <b>Sans objet</b>	Maladies Professionnelles Sécurité Santé	MOA	TCE
<b>Travaux avec EPI contre les chutes de hauteur :</b> L'utilisation d'EPI contre les chutes de hauteur est tolérée uniquement si les travaux ne dépassent pas un jour de travail	Chutes de HT	TCE	TCE
<b>Étanchéité :</b> - Délimiter les zones à risques et en interdire les accès. - Balisage de chaque zone de travail, aucune personne ne pourra se trouver dans la partie matérialisée. - Pour tous travaux par points chauds mise à pied d'œuvre d'extincteur adapté à la nature des travaux réalisés.  - Mise en place des protections collectives <b>NF EN 13374+A1</b> conformément à la <b>DÉCEMBRE 2018</b> - Le filet en garde-corps doit être capable de résister à un homme de 90kgs à une vitesse de 2m/s NF P 93-355 - Ralingue périphérique	Chutes de HT Chutes de Matériels, Mtx	LOT 1	TCE
	Risques d'Incendie	LOT 1	TCE
	Chutes de HT Chutes de Matériels, Mtx	LOT 1	TCE
<b>Étanchéité :</b> - Mise en place d'une tour d'accès réglementaire par une société spécialisée (si nécessaire)  	Chutes de HT	LOT 1	TCE




PV de montage à mettre en évidence sur l'équipement / Désigner les entreprises utilisatrices.			
<b>Intervention en toiture :</b> - Mise en place de garde-corps règlementaires à l'aide des supports installés en périphérie de toiture pour assurer la protection des intervenants. - Mise en place des protections collectives <b>NF EN 13374+A1</b> conformément à la DÉCEMBRE 2018 - Le filet en garde corps doit être capable de résister à un homme de 90kgs à une vitesse de 2m/ NF P 93-355 - Ralingue périphérique	Chutes de Matériel, Mtx	LOT 1	TCE
- Balisage de la zone de travail, aucune personne ne pourra se trouver dans la partie matérialisée.	Chutes de Matériel, Mtx	LOT 1	TCE
- Mise en place de l'étanchéité à partir d'un engin de levage en présence des protections énumérées ci-dessus.	Risque d'Incendie	LOT 1	TCE
- Pour tous travaux par points chauds mise à pied d'œuvre d'Extincteur adapté à la nature des travaux réalisés.	Risque d'Incendie	LOT 1	TCE
<b>Travaux de pose du complexe PV</b> Chaque intervenant devra avoir reçu une information sur les spécificités du photovoltaïque et être habilité pour des travaux en hauteur. Intervention sur le générateur photovoltaïque (pose panneaux photovoltaïques, intervention sur les câblages, intervention dans le local onduleur...) l'opérateur doit : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Justifier d'une expérience minimum pour la mise en œuvre d'installations photovoltaïques en conditions similaires.</li> <li>- Être qualifié et disposant d'une habilitation électrique (selon UTE 18 510)</li> <li>- Avoir reçu une formation au photovoltaïque couplé réseau et traitant particulièrement ses spécificités en termes de protection des personnes et des biens.</li> <li>- Être habilité pour des travaux en hauteur</li> </ul> Port des EPI en fonction des risques encourus (Risques de choc électrique, de chute de hauteur, chute d'objet et risque de casse de modules photovoltaïques)	Sécurité Risques d'accident	LOT 3	TCE

<b>Enchaînement des Tâches :</b> Les entreprises alerteront le coordonnateur SPS de tout décalage entre l'enchaînement des tâches prévu au planning, et les conditions réelles d'exécution, ce décalage pouvant entraîner un risque de superposition de tâches ou de co-activité.	Chutes de Matériel, Mtx	TCE	TCE
<b>Travaux Superposés :</b> - Aucun intervenant ne sera autorisé à opérer depuis une zone située au-dessus d'un poste de travail préexistant. - Avant de réaliser des travaux en élévation et des opérations de levage, Les entreprises concernées devront interdire la circulation de personnes en dessous et à l'aplomb de leurs zones d'interdiction. - Cette interdiction d'accès sera assurée par la mise en place, la maintenance et l'enlèvement en fin de travaux de dispositifs rigides, fermement assujettis aux sols, ou à défaut de chaînette PVC en continu.	Chutes de Matériel, Mtx	TCE	TCE
<b>Protections contre l'Incendie :</b> - L'entreprise qui utilisera des produits inflammables devra le mentionner dans leur Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au P.P.S.P.S.).	Risque d'Incendie	TCE	TCE
- Pour tous travaux avec points chauds mise à pied d'œuvre obligatoire d'Extincteur adapté à la nature des travaux réalisés. - Les travaux par points chauds devront cesser 2 heures avant le départ des opérateurs (que ce soit pour une pause déjeuner, ou le soir). <u>Le soir, ces derniers procéderont, juste avant de quitter le chantier, à une inspection des travaux interrompus 2 heures auparavant.</u>	Risque d'Incendie	TCE	TCE Environnement
- Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier.	Risque d'Incendie	TCE	TCE
Voies de Circulation Horizontales et Verticales (Voir plan d'installation de chantier visible dans le cantonnement)	Sécurité Piétonne Risques d'accident	LOT 1	TCE
- L'entreprise du <b>Lot 1</b> devra la réalisation de toutes les circulations provisoires, horizontales et verticales, pour piétons, pour véhicules et engins, à l'extérieur comme à l'intérieur des bâtiments. - Les cheminements destinés aux personnels des entreprises pour se rendre aux cantonnements et à leurs postes de travail seront réalisés par l'Entreprise responsable, en séparant physiquement	Sécurité Risques d'accident	LOT 1	TCE

les circulations piétonnes des voies empruntées par les véhicules et engins. <u>Une circulation piétonne principale permettant aux intervenants de cheminer en sécurité sur l'ensemble du site.</u>			
- <b>Chaque entreprise devra la mise en place d'un homme trafic</b> pendant toute la durée de l'opération, qui devra notamment organiser le trafic en sécurité de tous les véhicules et engins entrant et sortant du chantier concernant son propre lot.	Sécurité Risques d'accident	TCE	TCE
- <b>Avant toute intervention d'engin automoteur (grue mobile, élévateur, etc.) sur le chantier</b> , chaque entreprise s'assurera que les sols sont aptes à supporter leurs poids propres additionnés de leurs charges utiles.	Sécurité Risques d'accident	TCE	TCE
- Les zones éventuellement non accessibles seront balisées ou étayées par chaque entreprise utilisatrice, et les instructions seront transmises aux conducteurs d'engins par le responsable de chaque entreprise.	Sécurité Risques d'accident	TCE	TCE
<b><u>Manutention des Matériaux et Matériels :</u></b> - Chaque entreprise devra prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges lourdes par les travailleurs.	Risques d'accident	TCE	TCE
- Chaque conducteur d'engin de chantier ou de levage devra être en possession du titre d'habilitation établi par son employeur (autorisation de conduite) après l'avoir formé. Préférer le CACES (certificat d'aptitude à la conduite d'engin en sécurité). Les rapports de vérifications périodiques, et les carnets de maintenance seront tenus à disposition des organismes, sur le site.	Risques d'Accident	TCE	TCE
<b><u>Protections Collectives :</u></b> - Les entreprises rappelleront à leurs personnels ainsi qu'à leurs sous-traitants, avant le tout début des travaux, les modes opératoires retenus pour les opérations prises dans leurs intégralités, les risques éventuellement encourus par les opérateurs et l'ensemble des intervenants, et les mesures de prévention adoptées.		TCE	TCE
- L'entreprise concernée, sera chargée de la fourniture, de la mise en place, de la maintenance,	Chute de HT	LOT 1	TCE

du démontage et de l'enlèvement des protections collectives, du début à la fin de l'opération.			
Le matériel destiné aux protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage. - Interdiction d'enlever, de retirer une protection collective en place.	Chute de HT	LOT 1	TCE
- <b>L'entreprise concernée, devra s'assurer quotidiennement</b> qu'aucune autre entreprise ne modifie même partiellement une protection, pendant toute la durée de ses travaux. En cas de désordre et quelle qu'en soit la cause, l'entreprise concernée devra la remise en conformité immédiate des protections collectives. Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, en cas de défaillance de l'entreprise concernée, de faire appel à une entreprise extérieure au chantier, pour mettre en place ou remettre en état les protections collectives, aux frais de l'entreprise concernée.	Sécurité Protection	LOT 1	TCE
- Dans le cas de travaux à risques (chalumeau, tronçonneuse, etc.), les entreprises porteront les équipements de protections prévus dans leur P.P.S.P.S. et se conformeront au mode opératoire préconisé par le fabricant.	Sécurité Protection	TCE	TCE
<b><u>Protections Individuelles :</u></b>  <b><u>Sous la responsabilité de chaque entreprise :</u></b> - Port Obligatoire des EPI : Chaussures de Sécurité, Casque, gants et Gilet Fluorescent. Lunettes et protections auditives suivant travaux	Sécurité Protection	TCE	TCE
- Les entreprises devront Obligatoirement utiliser des plates-formes individuelles, roulantes ou non, des échafaudages ou tout autre matériel équipé de dispositifs de protection contre les risques de chute de hauteur et de chutes d'objets (plates-formes hydrauliques motorisées, nacelles autoélevatrices, etc.). <b>Les escabeaux, marche pied sont proscrits sur le chantier.</b>  	Chutes de HT	TCE	TCE



<p><b><u>Donner la priorité à la mise en place de protection collective.</u></b></p> <p>Le harnais de sécurité ne devra être employé comme moyen de prévention que pour des interventions ponctuelles, de courte durée et non répétitives.</p> <p>Le personnel doit être <b><u>formé</u></b> et le matériel <b><u>vérifié et normé</u></b>.</p>	Sécurité Protection	TCE	TCE
<p>- Les entreprises devront Obligatoirement utiliser des <b>plates-formes individuelles</b>, roulantes ou non, des échafaudages ou tout autre matériel équipé de dispositifs de protection contre les risques de chute de hauteur et de chutes d'objets (plates-formes hydrauliques motorisées, nacelles autoélevatrices, etc.).</p>	Chutes de HT	TCE	TCE
<p>- Les protections auditives individuelles (bouchons d'oreilles, casques) seront mises à disposition des salariés dès que la limite inférieure d'exposition au bruit sera atteinte 80 dB (A) en exposition quotidienne, et 135 dB (C) en pression de crête.</p> 	Risques de Maladies Professionnelles	TCE	TCE

## 4. RECOMMANDATIONS SCALP / METAH / DHOL

**SCALP** : Sécurisation des Circulations des Accès et Livraisons à Pied d'œuvre

**METAH** : Mutualisation des Équipements de Travail et d'Accès en Hauteur

**DHOL** : Document d'Harmonisation pour l'Organisation des Livraisons

### 4.1 Recommandations SCALP & METAH :

Le guide est destiné aux maîtres d'ouvrage (MOA) qui décident la construction d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil, et aux acteurs à qui ils confient la mise en œuvre de leurs projets.

Ce guide est promu par le MOA dans ses contrats avec les maîtres d'œuvre (MOE) et les coordonnateurs en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS). Il est en conformité avec respectivement la loi Maîtrise d'Œuvre Publique et le décret du 26/12/1994 modifié portant sur la coordination SPS.

La mise en œuvre des recommandations contenues dans ce guide devient donc d'application principale pour :

- les MOE qui rédigent les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et le dossier de consultation des entreprises (DCE)
- les CSPS qui élaborent le plan général de coordination (PGC), constituent le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) et contribuent à l'intégration des mesures de prévention des risques
- tous deux devant contribuer à l'intégration des mesures de prévention des risques.
- Ce guide a pour finalité d'aider les acteurs de la construction à améliorer la maîtrise des risques liés aux chutes et aux manutentions.

Il contribue à :

- préciser le rôle et la mission des acteurs vis-à-vis de la maîtrise de ces risques
- définir les prestations METAH et SCALP afin de les incorporer dans le DCE et le PGC
- définir les critères de sélection et d'évaluation des offres des entreprises sur les prestations METAH et SCALP détaillées ci-après

## **4.2 Recommandation 476 (DHOL) :**

Cette recommandation a pour objet de réduire les risques auxquels peut être exposé tout salarié lors des opérations de livraison ou de reprise de matériaux de construction sur ces chantiers.

Les risques ou les situations dangereuses peuvent être liés à :

- l'environnement du chantier,
- le travail en hauteur,
- la co-activité,
- la circulation sur le chantier,
- le stationnement des véhicules de livraison,
- le levage et la manutention,
- le stockage.

Les principes de prévention sont traduits dans ce texte par des mesures de prévention en agissant principalement sur l'amélioration de 4 points :

- l'adéquation des équipements et des lieux de travail à ces opérations,
- la coordination des différents acteurs par un meilleur échange d'informations,
- l'organisation du chantier,
- la formation des différents acteurs.

Simultanément, le coordonnateur SPS préétablit un Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité sur Chantier (DHOL) qu'il annexe au PGCSPS.

Ce document précise le cadre des opérations de livraison sur le chantier pour toutes les entreprises intervenantes. Le client (l'entreprise du BTP) établit son PPSPS et renseigne le DHOL à partir de l'inspection commune par les informations qui lui sont propres, et avant la livraison.

Ce document, basé sur les éléments communs du chantier, devient le DHOL particulier de l'entreprise. Il est annexé au PPSPS de celle-ci.

Il est régulièrement mis à jour dans le cadre de l'harmonisation des PPSPS par le coordonnateur, et aussi pour tenir compte de l'évolution du chantier impactant les livraisons.

Avant la livraison, les clients (entreprises du BTP) envoient à leurs fournisseurs le DHOL actualisé.

Si le DHOL ne peut pas être adressé à temps, le client (entreprise du BTP) informe le fournisseur du contenu du DHOL. Ce document permet de préparer les livraisons en sécurité, notamment la coordination entre les acteurs de celle-ci.

## **4.3 Établissement du document harmonisé d'organisation des livraisons (DHOL)**

Le DHOL doit intégrer les renseignements suivants, indispensables à la réalisation des opérations de livraison en sécurité :

- L'adresse du chantier,
- Les horaires de livraison,
- Les personnes à contacter (réceptionnaire) : nom, N° de téléphone, coordonnées...
- Les consignes de sécurité du chantier incluant les consignes de secours et de circulation, les modalités d'accès et de stationnement,
- Le plan du chantier précisant le lieu des vestiaires et des sanitaires,
- La définition des lieux de livraison et des zones de stockage (Recette à matériaux, zone délimitée au sol...),
- Les dimensions de l'aire de déchargement disponible afin de stabiliser le camion,
- La nature et la résistance du sol,

- La charge utile des recettes à matériaux,
- La distance de la zone de déchargement à l'axe du camion, dans le cas de l'utilisation d'une grue de chargement,
- Les appareils de levage et engins de manutention qui seront utilisés le cas échéant pour décharger le véhicule,
- Signalisation des situations de co-activité,
- Signalisation des lignes électriques aériennes et réseaux dans un périmètre de 50m autour des voies de circulation et des zones de stockage,
- Caractéristiques admissibles sur le chantier du véhicule (gabarit, PTAC...),
- Autres renseignements utiles pour l'organisation des livraisons en sécurité.

## 5. MESURES PREVENTIVES POUR FAIRE FACE AU COVID 19 :

**OPPBTP**



L'OPPBTP annonce la fin de l'application des mesures du **guide de préconisations** de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction, **à partir du 14 mars 2022**.

**A partir du 14 mars 2022**

## 6. RENSEIGNEMENTS PRATIQUES CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DU PERSONNEL

	Installation	Entretien
<b>Consignes – Services d'urgences</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Consignes à retrouver en affichage extérieure de la base vie</li> </ul>	EC	EC
<b>Mesures d'évacuation</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ L'évacuation des blessés selon la gravité des blessures peut se faire par ambulance en empruntant la voie d'accès préalablement dégagée.</li> </ul>	EC	EC
<b>Déclaration d'accident</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Chaque entreprise se chargera de la globalité de la procédure administrative de déclaration d'accident, préviendra le CSPS le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures) et rédigera un compte-rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.</li> </ul>	TCE	TCE
<b>Consignes – Services d'urgences</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Consignes à retrouver en affichage extérieure de la base vie</li> </ul>	TCE	TCE
<b>Mesures de secours et de communication sur le site</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Chaque entreprise sur le site disposera d'une trousse de premiers secours</li> </ul>	TCE	TCE
<b>Secouriste</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Il est exigé pour toute la durée du chantier, une présence d'un secouriste dans la proportion de 1 pour 20 salariés effectivement présents sur le chantier.</li> </ul>	TCE	TCE

### Liste des abréviations :

**EC** : Entreprise Concernée  
**CSPS** : Coordonnateur de la Sécurité et la Protection de la Santé  
**MOE** : Maître d'Œuvre  
**MOA** : Maître d'ouvrage  
**TCE** : Tout Corps d'Etat  
**IUO** : Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage



## Annexe 1 : Installations réglementaires sur chantier

NB : hors obligations sanitaires (Covid)

Installations	Chantiers de moins de 4 mois	Chantiers de plus de 4 mois
Vestiaire	<p>Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Éclairé</li> <li>• Convenablement aéré</li> <li>• Chauffé en saison</li> <li>• Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigu)</li> <li>• Nettoyé une fois par jour</li> <li>• Exempt de tout stockage de produits et matériaux</li> <li>• Muni de siège en nombre suffisant</li> </ul> <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex: chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p>	<p>Vestiaires et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Éclairé</li> <li>• Chauffé en saison froide</li> <li>• Sol et parois facilement nettoyables</li> <li>• Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412, 149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail</li> <li>• Maintenu en état constant de propreté</li> <li>• Installations séparées si personnel mixte</li> <li>• Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage</li> <li>• La surface des vestiaires sera d'au moins 1m<sup>2</sup> par salarié</li> </ul> <p>Vestiaire (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sièges en nombre suffisant</li> <li>• Armoires individuelles : <ul style="list-style-type: none"> <li>o ininflammables</li> <li>o à double compartiment</li> <li>o munies de serrure ou cadenas</li> </ul> </li> </ul>

Installations	Chantiers de moins de 4 mois	Chantiers de plus de 4 mois
Lavabos	<p>Lavabos ou rampes (article R4535-141 du code du travail):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 orifice pour 10 travailleurs</li> <li>• Eau potable</li> <li>• Si possible à température réglable</li> <li>• Moyens de nettoyage</li> <li>• Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et chargés chaque fois que nécessaire</li> </ul>	<p>Lavabos (article R4228-7 du code du travail):</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 lavabo pour 10 travailleurs</li> <li>• Eau potable</li> <li>• Température réglable</li> <li>• Moyens de nettoyage</li> <li>• Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et chargés chaque fois que nécessaire</li> </ul>
Douches	<p>Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe de l'arrêté du 23/07/1647 modifié (article R4228-8 du code du travail). Exemple: travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc. ...</p> <p>L'arrêté précise que les douches seront installées dans des cabines individuelles à raison d'au moins une pomme pour huit personnes.</p>	
Eau pour la boisson	<p>Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R4225-2 du code du travail).</p>	

## Annexe 2 :      Affichage sur chantier : En cas d'accident



# En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui, après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

**Téléphonez au :**

**18**  
**Pompiers**

**112**  
**Centre d'appels secours**

**15**  
**Samu**

**et dites...**

### 1 Ici chantier

À (commune ou arrondissement) .....  
N° ..... Rue .....  
En face de .....  
Téléphone    ☐☐ ☐☐ ☐☐ ☐☐

### 2 Précisez la nature de l'accident

*Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...*  
Précisez la position du blessé et s'il y a nécessité de dégagement.  
*Par exemple : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...*

### 3 Signalez le nombre de blessés et leur état

*Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.*

### 4 Décrivez l'intervention du secouriste

*Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...*

### 5 Fixez un point de rendez-vous

et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

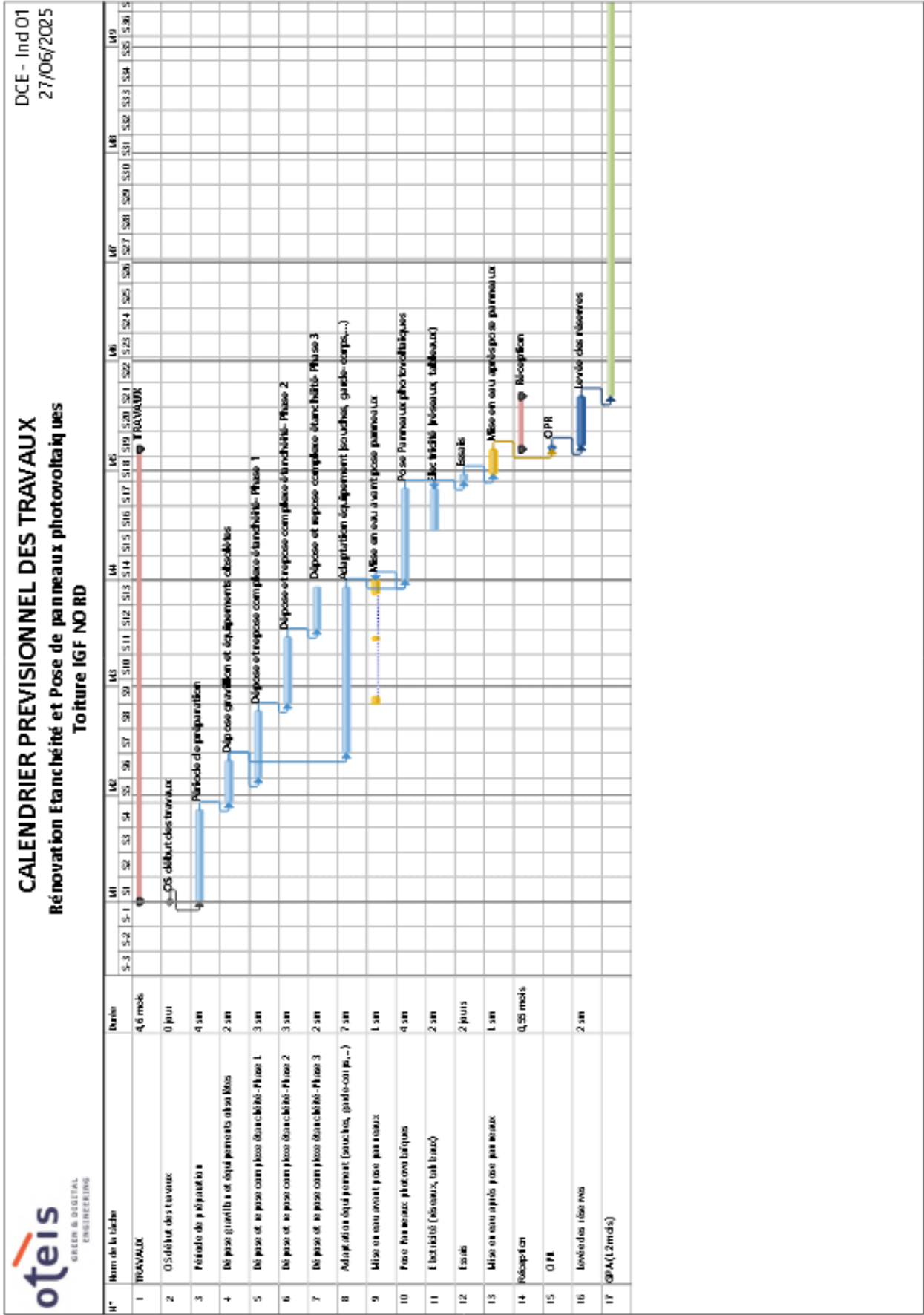
### 6 Faites répéter le message

**Ne raccrochez jamais le premier.**

**SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL** : une liste **à jour** mentionnant **leur nom** doit être affichée sur le chantier. Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque et sur leur tenue de travail.



Annexe 3 : Planning prévisionnel des travaux DCE



## **Annexe 4 : Plan d'installation du chantier DCE**

Il est proposé les dispositions suivantes :



L'Institut de Génomique Fonctionnelle est situé au 141 Rue de la Cardonille, sur le campus du CNRS Arnaud de Villeneuve, à Montpellier



L'accès se fait par l'ouest du site



Zone de réfection de l'étanchéité (travaux prévus en 3 phases)



Une zone de stationnement chantier sera prévu sur une partie de la zone parking au nord du bâtiment



Une zone de stockage des matériels déposés et destinés à être reposés sera prévu sur une partie de la zone parking au sud du bâtiment



Une Zone de protection des piétons sera prévue en périphérie du bâtiment pendant les phases de travaux, ainsi que la mise en place d'un passage sécurisé pour l'accès au bâtiment maintenu en activité.